

Les universités chinoises vont-elles quitter les classements internationaux ?

Publié: 31 mai 2022, 21:00 CEST

Alessia Lefébure

Sociologue, membre de l'UMR Arènes (CNRS, EHESP), École des hautes études en santé publique (EHESP)



Cérémonie de remise des diplômes à Wuhan, dans la province chinoise du Hubei (centre), le 23 juin 2021. AFP

Trois universités chinoises ont déclaré le 9 mai dernier leur intention de « se retirer des classements internationaux ». L'annonce, donnée par les organes de presse officiels nationaux, concerne l'université du Peuple (Renmin) à Pékin ainsi que les universités de Nanjing et de Lanzhou, situées respectivement dans les provinces du Jiangsu, à l'est du pays, et du Gansu, dans le nord-ouest, à la jonction du plateau tibétain et de la Mongolie.

Si ces trois universités sont reconnues en Chine par leur taille et leur histoire, leur nom est plus confidentiel en dehors des frontières nationales, puisqu'elles ne font pas partie des « world-class universities », ces établissements de rang mondial annuellement évalués par les divers organismes de classement internationaux.

Les annonces de ces universités sont une réponse immédiate à l'allocution du président de la République populaire de Chine lors d'une visite à l'université du Peuple. Le 25 avril, ce dernier s'était exprimé avec véhémence sur la nécessité pour la Chine de continuer à renforcer la place de ses universités pour en faire des références mondiales mais « aux caractéristiques chinoises ». Xi Jinping avait explicitement déclaré à cette occasion que l'excellence académique internationale ne pourrait pas être atteinte en suivant les autres pays ni en adoptant des modèles ou des standards étrangers.

Guerre des standards

Le discours du président, suivi de ces trois annonces d'abandon du système de classement international, n'a pas encore eu de conséquences directes sur les politiques des autres établissements mais il interroge quant à la vision du Parti communiste chinois en matière d'enseignement supérieur et de recherche dans la compétition internationale.

Certes, la déclaration a avant tout une portée politique et symbolique, puisque l'on ne décide pas de « sortir » d'un classement tout comme l'on ne décide pas d'y entrer. L'université peut au mieux cesser de fournir des données aux organismes de classement qui continueront dans ce cas de l'évaluer à partir d'autres sources de données telles que les bases bibliographiques, les bases de brevets, les registres des prix Nobel, les moteurs de recherche, les enquêtes publiques.

Plus fondamentalement, pousser les universités à sortir des classements internationaux peut sembler une décision incongrue dans le contexte géopolitique actuel. Historiquement absente du paysage de l'enseignement supérieur mondial, la Chine compte bien en 2022 dix universités dans le top 200 du classement Times Higher Education, avec l'Université Tsinghua et l'Université de Pékin à la seizième place ex aequo. Sept universités de Chine continentale figurent dans le top 150 du classement QS.

Il s'agit là d'une ascension récente et fulgurante que le gouvernement chinois a fortement soutenue dans l'objectif d'attirer les talents et les investissements nécessaires à la recherche scientifique dans une économie mondiale étroitement dépendante de l'innovation et de la R&D.

De plus en plus nombreux, les palmarès universitaires sont très attendus par les établissements comme par les étudiants.
Emily Ranquist/Pexels, CC BY

À lire aussi : Classements d'universités : des enjeux géopolitiques sous-estimés ?

Ces performances ont été obtenues non seulement par des réformes de la gouvernance et du mode de financement des universités mais aussi par une véritable guerre mondiale des standards qui ont longtemps été ceux de l'Ivy League américaine ou d'Oxbridge. Au début des années 2000, s'appuyant sur les recherches d'une équipe de l'université Jiaotong de Shanghai, la Chine met au point sa méthode et ses indicateurs d'excellence, aujourd'hui confiés à un opérateur privé, l'Academic Ranking of World Universities (ARWU). C'est donc ce classement, dit « de Shanghai », qui depuis 2003 bouleverse les équilibres traditionnels dans le grand marché mondial de la réputation des universités.

Revendication d'autonomie

Que Xi Jinping s'érige aujourd'hui en pourfendeur de la domination des standards occidentaux peut sembler ironique puisque c'est précisément la Chine qui a imposé les critères qui prévalent à l'échelle mondiale.

D'avantage quantitatifs et moins axés sur la réputation et le prestige, ces critères ont permis en vingt ans à quelques universités chinoises de collaborer d'égal à égal avec les meilleures universités du monde, d'intensifier les échanges académiques, de recruter des scientifiques chinois diplômés à l'étranger, et surtout de ne pas être évaluées sur des dimensions qu'elles ne maîtrisent pas ou sur lesquelles elles sont fragiles, comme la liberté académique.

À lire aussi : Débat : Classement de Shanghai, un palmarès pas très classe !

Déclarer la sortie des classements marque ainsi une nouvelle étape dans la stratégie de développement de l'enseignement supérieur chinois et de diplomatie scientifique avec les puissances occidentales.

Le message de Xi Jinping est clair : le développement académique et scientifique chinois est aujourd'hui de moins en moins dépendant du transfert de connaissances depuis l'étranger. Deuxième puissance économique mondiale, la Chine a moins besoin de l'Occident comme source de légitimité car son stade d'avancement économique et scientifique suffit pour auto-déclarer l'excellence de ses universités. Ainsi, le temps où il était nécessaire d'influencer les critères des autres est révolu. Le pays avance dans sa stratégie et passe à un niveau supérieur.

Par cet appel au rejet des modèles et des standards étrangers, Xi Jinping ne s'adresse pas uniquement aux pays occidentaux, mais il parle également au reste du monde. S'inscrivant dans la continuité de la politique étrangère des dix dernières années, le président chinois réaffirme son opposition aux ingérences externes, surtout dès lorsqu'elles sont occidentales.

À lire aussi : Bonnes feuilles : « Les Mandarins 2.0. Une bureaucratie chinoise formée à l'américaine »

En utilisant l'expression « aux caractéristiques chinoises » d'ailleurs, il reprend une habitude des leaders chinois depuis la mise en place de la politique d'ouverture économique par Deng Xiaoping dans les années 1980 pour s'inspirer d'exemples étrangers sans devoir justifier les éventuelles incohérences et surtout sans permettre à aucun modèle en particulier de se considérer comme tel. Paradoxalement, cette formule aux apparences de fermeture a été, au cours des quarante dernières années, un puissant moyen pour la Chine d'emprunter de l'étranger en toute liberté.

Célébration du centième anniversaire du PCC au stade olympique de Pékin

Le 28 juin 2021, célébration du centième anniversaire du PCC au stade olympique de Pékin. Noel Celis/AFP

À lire aussi : Le centenaire du Parti communiste chinois : la puissance et le chaos

Ainsi, plus qu'un discours isolationniste, l'appel adressé aux universités pour créer un système indépendant de connaissances et de savoirs est une revendication d'autonomie vis-à-vis des pays occidentaux, principalement des États-Unis. En cohérence avec les principes qui ont présidé à l'ouverture de la « nouvelle route de la Soie » et à l'intensification des investissements sur le continent africain, la Chine continue en effet de s'adresser aux autres pays, en essayant de les amener de plus en plus dans l'ordre anti-américain qu'elle prône, de les constituer en « cercle d'amis » pour reprendre les termes de la politiste Alice Ekman.

Le nouveau leadership mondial que Xi Jinping tente d'installer comme alternative à celui des États-Unis défend un système de valeurs différent de celui des régimes démocratiques mais qui se veut pourtant moderne et performant en termes de résultats, notamment sur le plan scientifique et de l'éducation.

Quant aux effets potentiels de ces déclarations, il est encore tôt pour le dire. Pour le moment, les trois universités zélées qui ont annoncé, dans le sillage du discours présidentiel, vouloir tourner le dos aux classements ne font pas partie du peloton de tête et ont peu de relations avec les universités nord-américaines.

Anticiper l'incertitude

Un tel discours pourrait toutefois présager de nouvelles politiques entraînant davantage de restrictions à la mobilité académique, voire des réelles contraintes, encore plus drastiques que les actuelles, pénalisant l'activité des chercheurs et des étudiants, rappelant ainsi les prémices de la révolution culturelle, au milieu des années 1960.

Ces restrictions se justifieraient d'autant plus facilement aux yeux de l'opinion publique chinoise, voire internationale, que le contexte sanitaire de l'épidémie de Covid-19 amène déjà le gouvernement à restreindre sensiblement depuis quelques semaines la mobilité internationale entrante et sortante : limitation de la délivrance de nouveaux passeports aux ressortissants chinois, annulation de la plupart des vols internationaux depuis et vers la Chine, confiscation temporaire de passeports dans certaines provinces.

Ces mesure conjoncturelles font écho à une série de réformes qui, au cours des dernières années, ont diminué l'importance de l'enseignement des langues étrangères dans la formation secondaire et dans les concours d'entrée aux universités, jusqu'à la décision prise par le gouvernement de ne pas ouvrir cette année les examens pour le test international « Advanced Placement » (AP) massivement utilisé par les bacheliers chinois pour accéder aux universités américaines.

La crise sanitaire affecte le rayonnement international des universités chinoises, cela ne fait aucun doute. Découragés par les restrictions aux libertés fondamentales et par les conditions draconiennes de surveillance et de quarantaine, les candidats étrangers se détournent au profit d'autres destinations. Nul ne sait si la Chine saura conserver sa huitième place dans le palmarès des pays d'accueil de la mobilité internationale entrante, après avoir connu des flux en constante augmentation depuis le début des années 2000 (données Campus France 2018).

Le président chinois Xi Jinping lors de la cérémonie d'ouverture de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) au Grand Hall du peuple à Pékin, le 4 mars 2021. Leo Ramirez/AFP

À lire aussi : « Quelle démocratie ? » (3 / 3) : La démocratisation de la Chine, un espoir à oublier ?

La prétendue « sortie » des classements serait ainsi une façon d'anticiper les incertitudes qui planent sur le potentiel des grandes universités chinoises à poursuivre l'amélioration de leur rang dans les années à venir. Ayant déjà acquis un certain prestige mondial grâce à leur ascension rapide dans les classements internationaux, ces universités pourraient par ailleurs voir peu de gains à se contenter de plafonner sans pouvoir atteindre le sommet.

L'éventuelle annonce de restrictions permanentes à la liberté de mouvement des étudiants et des chercheurs tout comme la mise en œuvre d'une politique réellement isolationniste en matière académique, serait toutefois un jeu dangereux. En indiquant dans son discours à l'université du Peuple que les universités chinoises devront « hériter du gène rouge » et « suivre le parti », Xi Jinping semble vouloir renouer avec les pratiques des années de la révolution culturelle (1966-76). À cette époque, la sélection et la promotion des élites se fondaient avant tout sur la loyauté politique : il fallait être identifié comme « rouge » pour servir le Parti dans la réalisation de ses ambitions de développement du pays. L'« expertise », c'est-à-dire la compétence, ne suffisait pas.

Les enjeux du XXI^e siècle sont différents et Xi Jinping sait que le développement et l'influence géopolitique de son pays reposent essentiellement sur ses capacités de formation, sur ses avancées scientifiques ainsi que sur son potentiel d'innovation.

Dans un futur proche, nous pourrions assister à la fois à des limitations à la mobilité académique et à la poursuite du développement de l'influence scientifique et intellectuelle chinoise dans le monde, réalisant ainsi la prophétie de l'historienne américaine Rebecca E. Karl qui écrivait en 2020 que « l'ère de Xi Jinping s'annonce à la fois comme la plus effroyablement insulaire et la plus tournée vers le monde extérieur de l'histoire de la Chine ».